

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Les organisations de promotion des droits des femmes accueillent favorablement le rejet par la Commission européenne de " One of Us "

Les organisations signataires de la société civile se félicitent de la décision que la Commission européenne a annoncé aujourd'hui de n'entamer aucune mesure sur l'initiative citoyenne européenne (ECI) " One of Us " .

L'initiative " One of Us " aurait pu avoir des conséquences catastrophiques pour la santé maternelle et globale dans les pays à revenu faible et moyen. En s'y opposant fermement, la Commission a réaffirmé son soutien et ses engagements internationaux pour la santé maternelle, la planification familiale et plus largement, les droits sexuels et reproductifs .

" Tout en reconnaissant l'importance de l'outil ECI nouvellement créé pour rapprocher les citoyens des institutions de l'UE , la réponse de la Commission a pris en compte l'impact dévastateur que " One of Us " aurait pu avoir sur les objectifs de développement de l'UE ", a commenté Neil Datta , Secrétaire du Forum parlementaire européen sur la population et le développement . «Je suis heureux que la Commission ait suivi le consensus général qui soutient les 222 millions de femmes des pays en développement qui veulent et ont besoin de planification familiale volontaire, pour exercer leur droit fondamental à choisir la taille de leur famille, plutôt que les zélotes religieux qui ont organisé " One of us ", a poursuivi M. Datta .

La campagne " One of Us " menée par des mouvements ultra-conservateurs et anti-choix , exigeait que la Commission coupe tous les fonds destinés à la recherche sur les cellules souches embryonnaires humaines ou aux organisations impliquées directement ou indirectement dans la pratique d'avortements dans les pays à revenu faible et moyen. Cela aurait eu des conséquences dévastatrices sur la santé et la vie des femmes et les aurait contraintes à recourir à des pratiques d'avortement à risque. On estime déjà à 47 000, le nombre de femmes qui meurent chaque année de complications liées à un avortement non médicalisé. Presque tous ces avortements à risque se produisent dans les pays à faible ou moyen revenu.

" Nous avons vu dans les élections européennes de ce mois, une augmentation du soutien aux groupes politiques conservateurs et anti-choix qui souhaitent faire reculer les progrès réalisés en matière d'émancipation des femmes et de leurs droits. Avec sa déclaration d'aujourd'hui , la Commission vient d'établir un point de référence important en matière de soutien de l'UE au planning familial et aux droits sexuels et reproductifs des femmes. », a déclaré Vicky Claeys de IPPFEN . " Cela confirme à 100% de l'engagement ancien de la Commission dans les négociations internationales en cours sur un cadre de développement post- 2015 pour remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement », a-t-elle ajouté .

Dans le domaine de la recherche et développement, Pierre Galand , Président de la Fédération humaniste européenne a déclaré: «En rejetant " One of Us ", la Commission a également clairement renouvelé son soutien à la recherche sur les cellules souches embryonnaires humaines qui reste l'un des domaines les plus prometteurs pour la médecine régénérative , la santé reproductive et de la recherche sur les maladies génétiques " .

**Signataires:** Centre pour les droits reproductifs ( CRR ) , DSW ( ( Deutsche Stiftung Weltbevölkerung ) , Fédération humaniste européenne (FHE ) , le Forum parlementaire européen sur la population et le développement (EPF ) , le Lobby européen des femmes ( LEF ) , et International Planned Parenthood Federation européenne Réseau ( IPPF EN )

Notes :

« One of us » présentait les demandes suivantes :

o la protection juridique de la dignité , le droit à la vie et de l'intégrité de chaque être humain , de la conception dans les domaines de compétence de l'UE dans lequel cette protection est d'une importance particulière

o Une interdiction de financement pour les activités qui supposent la destruction d'embryons humains , en particulier dans les domaines de la recherche , l'aide au développement et la santé publique ; ce qui inclut une interdiction sur le financement de l'avortement , directement ou indirectement , par le financement d' organisations qui encouragent ou favorisent l'avortement

- Environ 120 millions de dollars dans l'aide au développement de l'UE sont actuellement dépensés chaque année pour protéger la santé maternelle et reproductive . L' ECI appelle ces fonds en question .

- La position de l' UE est claire - les fonds de développement de l'UE pour la santé maternelle est utilisé pour financer des avortements médicalisés dans les pays où il est légal . Cette position a été réaffirmée par le commissaire Piebalgs à de nombreuses reprises , selon les buts et objectifs de la Conférence internationale sur la population et le développement (ICPD ) , l' «Initiative de Muskoka » sur l'amélioration de la santé maternelle , néonatale et infantile et d'autres initiatives internationales .

## **Media Contacts**

Eoghan Walsh

Mobile: +32 (0)485 399 443

Email: eoghan.walsh@dsw.org

Ruairi Talbot

Phone: +32 (0)2 500 86 51

Email: ruairi@epfweb.org

Anna Michalowicz

Mobile: +32 (0)496 734 164

Email: AMichalowicz@ippfen.org